

Bulletin européen

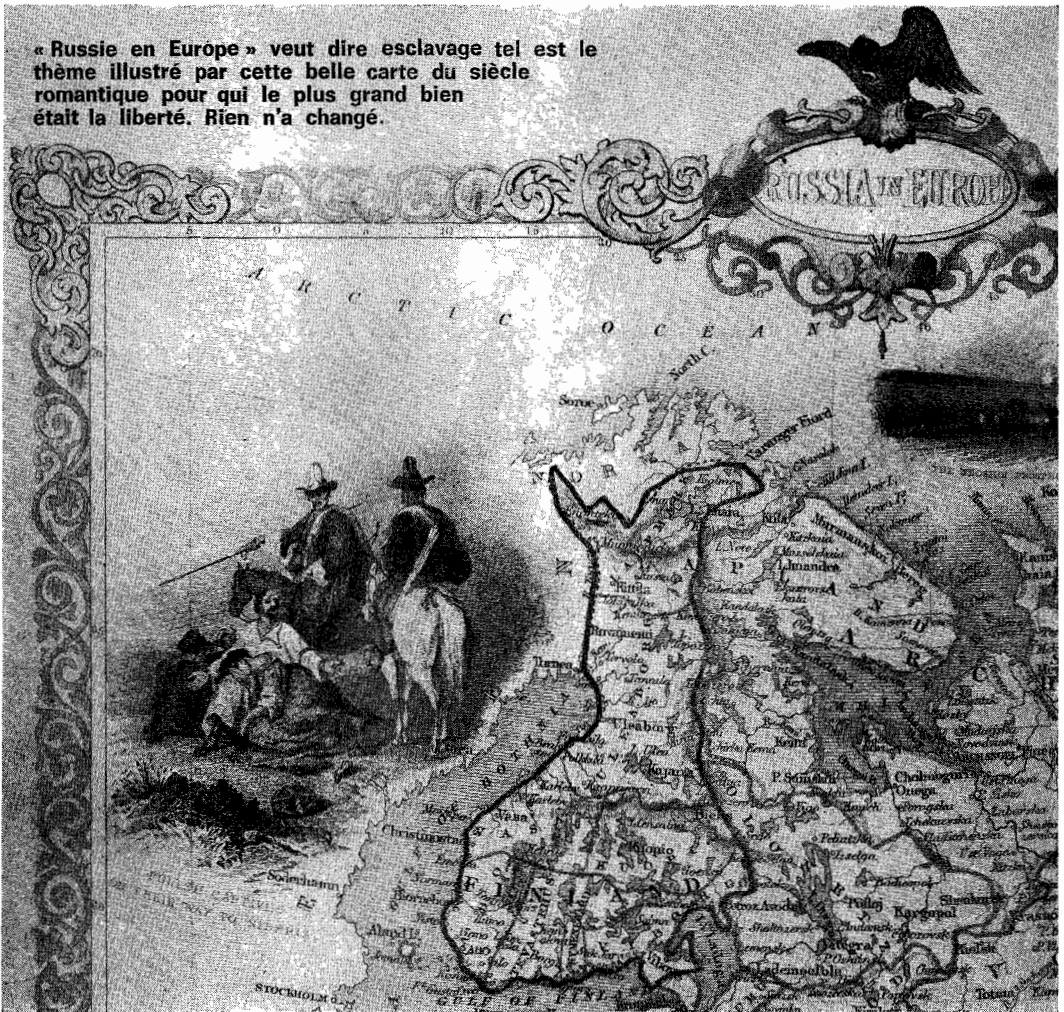
TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

Rome Janvier 1967

Fondateur
CONSTANTIN DRAGAN

Directeur
GIORGIO DEL VECCHIO

« Russie en Europe » veut dire esclavage tel est le thème illustré par cette belle carte du siècle romantique pour qui le plus grand bien était la liberté. Rien n'a changé.





M. GIUSEPPE PELLA

fervent européen, ancien président du conseil des ministres italien,
et président de la CECA de 1954 à 1956

MOUVEMENT EUROPEEN

Président, Maurice Faure.

Vice-Présidents: Sir Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, Enzo DALLA CHIESA, Pierre WIGNY.

Secrétaire Général: Robert VAN SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL

Membres: Délégués des organisations adhérentes internationales et nationales.

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

André ALERS, Paul AUER, Sir EDWARD BEDDINGTON-BEHRENS, Baron BOËL, Georges BOHY, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Maurice FAURE, Lord GLADWYN, Etienne HIRSCH, John HYND, F. JOCKIN, Salvador DE MADARIAGA, René MAYER, J. H. C. MOLENAAR, Franco NOBILI, Baron Friedrich Carl von OPPENHEIM, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, Robert van SCHENDEL, André VOISIN, Vierre WIGNY, Terje WOLD, Alois ZIMMER.

COMITE' FINANCIER:

Président: Baron Boël.

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président: Georges BOHY; Vice-Présidents: Dr Muhlis ETE, Maurice FAURE, John HYND, Bruno PITTMANN, Natale SANTERO, Franz SEIDL, Etienne de la Vallée POUSSIN, Jean ZIGHDIS.

COMMISSION DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Président: Etienne de la Vallée POUSSIN.

COMMISSION FEMININE

Présidente: Marcelle LAZARD.

ORGANISATIONS NATIONALES ADHERENTES

Conseils Nationaux: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES ADHERENTES

Association Européenne des Enseignants	A. ALERS
Centre d'Action Européenne Fédéraliste	HENRI BRUGMANS, Président du Comité Fédéral, et ANDRE' VOISIN, Président du Comité Exécutif
Conseil des Communes d'Europe	HENRY CRAVATTE
Ligue Européenne de Coopération Economique	BARON BOEL
Mouvement Libéral pour l'Europe Unie	THEO LEFEVRE
Gauche Européenne	
Nouvelles Equipes Internationales	
Union des Résistants pour une Europe Unie	JEAN KREHER
Mouvement Fédéraliste Européen	ETIENNE HIRSCH, Président du Comité Central, Président du Comité Exécutif et RAYMOND RIFFLET

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	DENIS DE ROUGEMONT, directeur
Collège d'Europe (Bruges)	HENRI BRUGMANS, recteur

SECRETARIAT INTERNATIONAL

Avenue d'Auderghem, 57b, Bruxelles 4, tél. 35.01.94.

C. MICHAEL - TITUS

QUAND L'ANGLETERRE COMPRENDRÀ ...

... l'impossible
sera encore faisable



L'Angleterre a toujours conçu un « européenisme » coupé de l'Europe proprement dite et passé par le processus de l'assimilation britannique — L'Angleterre ne se reconnaît plus dans l'idée européenne qui ne cesse d'évoluer — Le prétendu européenisme de l'Angleterre n'est qu'une vague conception empirique du cosmopolitisme à la mode au XVIIIe s. — L'Angleterre a passé à côté de la formation de la conscience européenne — En maintenant la fiction du Commonwealth, l'Angleterre se place hors de l'histoire.

Quand l'Angleterre comprendra que l'époque de l'hégémonie est révolue; quand elle comprendra que l'unité européenne ne saurait être confondue avec la conception atlantique vaguement mondiale sans que la civilisation de l'Europe même soit mise en danger; quand l'Angleterre comprendra qu'il ne s'agit pas d'une Europe limitée au rôle temporaire de troisième force, mais d'une Europe viable dans l'avenir de l'histoire; quand, enfin, l'Angleterre voudra comprendre qu'il y a une différence entre « adhésion » et « appartenance » et que, par conséquent, elle doit se faire un examen de conscience afin de savoir si elle appartient à l'Europe ou si elle voudrait seulement y adhérer, alors, et seulement alors, tout le monde, y compris l'Angleterre elle-même, saura si les limites occidentales de l'Europe devront franchir la Manche.

S'il est vrai que du point de vue culturel l'Angleterre a toujours appartenu à l'Europe, il est vrai aussi que la politique de Westminster a toujours malmené l'histoire du peuple britannique en la reléguant vers des horizons où l'europeanisme n'avait pénétré que sous la forme relative d'une civilisation coloniale. Les coloniaux victoriens ont exporté dans les contrées éloignées placées sous leur domination, un europeanisme ré-

volu, coupé de l'Europe proprement dite, un europeanisme déjà passé par le processus d'assimilation britannique et vêtu encore de la cape de l'Ancien Régime. C'est pourquoi aujourd'hui cet europeanisme qui indique encore l'heure à laquelle l'insularisme britannique avait sevré ses contacts avec l'Europe, comme celui de Westminster, ne se reconnaît plus dans l'idée européenne qui ne cesse pas d'évoluer depuis la chute de l'Ancien Régime; c'est pourquoi l'Angleterre ne peut guère voir que son prétendu europeanisme n'est au fond qu'une vague conception empirique d'un cosmopolitisme généreux qui faisait la mode du XVIIIe siècle. C'est pour être passée à côté de la formation de la conscience européenne que l'Angleterre peut aujourd'hui parler en toute honnêteté d'adhésion et non pas d'appartenance.

Pour l'Angleterre, le chemin est à refaire en sens inverse: reprendre l'europeanisme à partir de Locke et de la formation de la conscience européenne, remonter la pente des transformations sociales qui ont donné des élites à la classe montante d'Europe et des Lords à celle d'Angleterre, pour finir par parler de la deuxième guerre mondiale en termes de « notre guerre » et non pas de « nos forces expéditionnaires ». C'est un apprentissage moral et politique à la fois, mais un apprentissage qui rendrait justice à l'histoire et mettrait Westminster à l'heure de l'Europe.

Refaire ce chemin en sens inverse, ce se-

rait pour l'Angleterre arriver à la conclusion que ce que fut sa réalité coloniale est devenu maintenant la fiction de son Commonwealth. Vouloir maintenir cette fiction, c'est placer la Grande Bretagne en dehors de l'histoire.

A partir du moment où l'ère coloniale fut close, où l'isolationnisme américain fit place à la participation directe, à partir donc, du moment où les empires firent place à la concurrence libre des poten-

tiels économiques sur le plan international, l'histoire écrite par chapitres de zones et sphères d'influence fit, elle aussi, place à l'histoire écrite par continents. C'est là l'impératif de l'union européenne, et l'Angleterre, comme la Russie, en croyant encore au mythe des dominions et des sphères d'influence, se place en dehors de l'histoire de l'Europe, la seule qu'elle puisse encore vivre.

“Joindre,, l'Europe, mais non lui appartenir

La “petite,, Europe et la “petite,, Angleterre de M. Wilson

Dans son discours au banquet du Maire de Londres, le Premier Ministre britannique a logé à la même enseigne et a condamné en même temps deux philosophies: celle d'une «petite Angleterre» et celle d'une «petite Europe», comprenant par cette dernière, l'Europe des Six. C'est la façon de M. Wilson de se montrer prêt à «joindre», comme il dit, le Marché Commun.

La «petite Angleterre» est, en effet, l'aboutissement d'une politique romantique basée sur la fiction du Commonwealth, sur celle de la primauté morale de l'Angleterre sur le plan politique mondial et sur le complexe de supériorité issu de l'idée que l'*Etat du bien-être* (Welfare State) britannique est la création exclusive du génie anglais et que cette création serait ternie par une intégration totale dans l'Europe. C'est pourquoi M. Wilson et ses amis politiques parlent de «joindre» seulement l'Europe et non pas d'appartenir à elle.

Cette «petite Angleterre» a été projetée au peuple britannique à travers des lentilles convexes par M. Wilson et son parti, lors des élections générales et ceci, il y a à peine quelques mois. Cette image agrandie par la propagande électorale devait porter M. Wilson au pouvoir en faisant de lui un Premier Ministre anti-européen et l'image qu'il a projetée au peuple reste avec lui comme avec son gouvernement et les syndicats britanniques.

Par contre, la «petite Europe» que M. Wilson paraît comprendre si peu, n'est pas un aboutissement; elle n'est pas une simple philosophie non plus, car elle est vivante et se porte bien; elle n'est ni rêve ni état d'âme romantique dans le genre «petite Angleterre». Cette «petite Europe» est le point de départ d'une évolution historique et politique projetée dans l'avenir de toutes les nations européennes, c'est le commencement d'une nouvelle ère qui mènera, sans doute, à une Europe qui sera non pas

un vaste marché de denrées comme M. Wilson se l'imagine, mais une entité qui aura une conscience à elle. Elle aura une politique à elle propre, une aspiration historique qui sera la synthèse des aspirations nationales qu'elle aura réunies. C'est donc, le côté historique et politique du Marché Commun qui échappe à M. Wilson et cela, parce qu'il ne pense pas en Européen et ne gouverne pas en Britannique moderne. Il appartient, avec ses amis politiques, au passé hanté par les souvenirs du travaillisme britannique du siècle passé, travaillisme qui n'a pas grand chose en commun avec le socialisme européen.

Le travaillisme de M. Wilson est anti-européen de par sa nature même et il risque de faire sombrer l'Angleterre dans la confusion et dans la crise morale, toutes les deux fatales à ses institutions sociales et politiques.

La «petite Europe» que M. Wilson compare à sa «petite Angleterre» d'une manière dérogatoire et candide à la fois, se doit d'être «petite» à l'heure actuelle, car elle se trouve au commencement d'un long tunnel à creuser pour atteindre le centre lumineux de la conscience européenne moderne. Jamais les premiers coups de pioche qui creuseront un tunnel ne furent donnés par l'ensemble des milliers d'ouvriers qui se trouveront présents à l'autre but, le jour de l'inauguration.

M. Wilson a choisi cette comparaison, sans doute, pour la consommation intérieure, mais en Europe, elle a une toute autre signification: elle avertit les Européens que M. Wilson est plus décidé que jamais à tenir l'Angleterre en dehors de l'Europe; elle apprend à ceux qui connaissent les travaillistes que M. Wilson ne pourra jamais être le Premier Ministre d'une Angleterre européenne et qu'il se sent plutôt appelé à entraver la marche de l'Angleterre vers la seule destination qu'elle puisse avoir à l'heure actuelle.

La résistance européenne de la Roumanie

UNE ENTORSE TACTIQUE ET SES CONSEQUENCES

Les exploits d'indépendance du gouvernement roumain sont en réalité les effets d'une entorse à la doctrine, destinée à intégrer le nationalisme roumain à l'ordre communiste. En son temps, la Russie elle-même a connu cette entorse et nous savons les bénéfices que le régime de Staline en a tiré. Seulement, comme il s'agit maintenant de la Roumanie, force leur est de constater, aux communistes, que l'entorse nationaliste implique aussi l'attitude anti-russe; c'est la forme inévitable du nationalisme roumain, et ce qui est de nature à inquiéter les Russes, n'est certainement pas l'entorse nationaliste, mais cette implication inévitable qui est spécifique aux Roumains.

Le communisme a besoin de s'approprier la tradition nationale et le nationalisme historique du peuple afin d'identifier son pouvoir avec les aspirations des masses, avec leur tradition nationale et afin de franchir l'étape révolutionnaire vers un ordre social et économique viable. En passant de la formule démocratie populaire à celle de république socialiste, le communisme en Roumanie avait besoin d'une entorse nationaliste afin de tenter le renforcement de la nouvelle formule. Cet enseignement doctrinal, appliqué à la Roumanie, mène inévitablement à l'attitude anti-russe. Sans l'avoir voulu, l'entorse tactique rapproche la Roumanie telle qu'elle est, de l'Europe, lui restitue, presque, les dimensions politiques et économiques européennes, et ceci se traduit en pratique par l'attitude prise par le gouvernement roumain au sujet de la présence des troupes soviétiques dans les pays communistes et par le "désir" évident de reprendre les relations économiques et culturelles avec le monde libre.

L'histoire du peuple roumain montre sans ambiguïté que la Roumanie, de par sa contribution nationale, de par son nationalisme d'expression latine et européenne, appartient à l'Europe. Son nationalisme a toujours été, par la force des choses, une forme de résistance européenne à l'expansion russe vers l'ouest. Les communistes roumains se sont trouvés donc devant le dilemme: opter pour l'entorse tactique absolument nécessaire à la nouvelle étape socialiste et risquer l'implication inévitable qu'est l'attitude anti-russe des Roumains, ou retarder l'entorse, la rejeter même, et risquer l'ankylose politique et le déséquilibre entre la formule "républi-

que socialiste" et une tactique arriérée. Il semble que les dirigeants communistes aient choisi l'entorse, espérant, sans doute, que l'intégration de la tradition roumaine et du nationalisme historique roumain dans l'ordre communiste, aura plus d'effet que l'implication anti-russe et qu'une fois cet ordre renforcé par l'entorse, ils sauront comment étouffer le mouvement anti-russe, à temps.

Mais leur entorse rapproche aussi la Roumanie de l'Europe au point de lui restituer presque entièrement ses horizons européens. Ceci s'accomplit graduellement et c'est toujours graduellement que l'ordre communiste doit reculer devant cette restitution européenne; c'est la contradiction qui porte en elle les germes de la désintégration politique de l'ordre communiste en Roumanie.

En effet, pour le peuple roumain, il n'y a pas de différence psychologique entre l'anti-soviétisme et l'attitude anti-russe. Ce peuple est antisoviétique ou anti-communiste dans la même mesure où il est anti-russe, et ceci, les dirigeants le savent. Si leur position continue à s'affirmer sur cette ligne, il nous faudra croire ou bien qu'ils ignorent les conséquences de cette contradiction qu'ils sont en train de créer au sein même de leur ordre, ou bien qu'ils ont l'intention de ramener au bercail européen une Roumanie qu'ils ont bien l'intention de garder communiste au prix même d'une recrudescence de terreur. Si c'est cette dernière solution qu'ils envisagent, comme il paraît, ils n'échapperont pas au dilemme, car depuis que les Soviétiques ont russifié les conditions morales du communisme, ils ont placé celui-ci en dehors de l'Europe et ni la Roumanie ni aucun autre pays ne pourra jamais appartenir à l'esprit européen en tant que pays communiste. Les Russes ont rendu l'attitude anti-russe inconcevable sans son complément qu'est l'anti-communisme. Leur oeuvre en Roumanie sera donc forcée de reculer devant l'attitude anti-russe et la restitution européenne.

On pourrait dire qu'en assimilant le communisme à la condition russe, la Russie a détruit toute perspective d'un communisme européen, et de ce point de vue, elle aura rendu un grand service à l'idée européenne, qui pourra ainsi se retrouver plus facilement dans les traditions nationales de ses patries. A quelque chose, malheur est... bon!

Michel de la Ventolière

L'EUROPE ET L'AFRIQUE

Le 18 septembre dernier M. Mario Zagari, sous-secrétaire d'Etat au Ministère Italien des Affaires Etrangères, a tenu une conférence sur l'Europe et l'Afrique dans le monde actuel. Nous donnons ci-dessous le compte-rendu de cette étude parfaitement documentée sur un sujet de la plus brûlante actualité.

L'Afrique telle que nous la concevons aujourd'hui, politiquement et géographiquement définie, est peut-être née dans la seconde moitié du siècle dernier, en même temps que les colonialismes anglais et français quand elle fut illustrée par les articles de Stanley à la recherche de Livingstone, qui passionnèrent les lecteurs cosmopolites de l'Herald.

En moins de cent ans ce continent qui représente le quart de terres émergées, où vivent 280 millions d'hommes, à peine le dixième de la population mondiale, et qui renferme des trésors en richesses énergétiques inexploitées, a dû assimiler vingt siècles de civilisation. De l'âge de la pierre à l'ère atomique, des lances aux fusils mitrailleurs. Un voyage aussi rapide se paye, et les événements récents et moins récents auxquels nous avons assisté nous donnent la mesure de la rançon payée.

L'Europe responsable de l'Afrique

L'Europe a toujours été responsable de la destinée africaine: autrefois en imposant brutalement sa « protection », aujourd'hui en proposant sa collaboration que les expériences du passé ont rendu inégalable.

A quel point en sont les rapports entre européens et africains? A cette question M. Mario Zagari, sous-secrétaire d'Etat Italien aux Affaires Etrangères et Directeur de la revue mensuelle « Iniziativa Europea » (« Initiative Européenne ») a donné une réponse ample et rapide au cours d'un Congrès italo-africain qui a eu lieu à Catanzaro dans les derniers mois de 1966.

Ample, disions-nous, puisqu'elle touche à tous les problèmes de fond que pose la collaboration euro-africaine; rapide puisqu'elle respecte, comme elle se devait, les limites imposées par un Congrès. Nous exposons ci-dessous les idées principales de cette intervention pour l'information de nos lecteurs.

Un nouvel équilibre

La décolonisation africaine, nous rappelle M. Zagari, fut favorisée par la déclaration sur la Décolonisation approuvée par l'ONU en 1960; En conséquence on enregistra l'admission d'un bon nombre de nouveaux membres au sein des Nations Unies, admissions qui modifièrent sensiblement l'équilibre jusqu'alors existant; un phénomène analogue se produisit pour le Commonwealth, au sein duquel la majorité appartient désormais aux états africains, de sorte que la Communauté Européenne, dès sa constitution, dut tenir compte des nouvelles réalités africaines; de cette exigence naquit l'Association entre la CEE et les Etats Africains et Malgaches (S.A.M.A.) qui constitua un premier pas important sur la voie de la collaboration paritaire entre Europe et Afrique. En même temps on constata en Afrique le réveil des *consciences nationales* dont la rencontre de Dakar de juillet dernier a été le catalyseur. De la conception de l'Etat, les Africains ont su passer immédiatement à la conception d'entités supra-nationales dont la nécessité s'impose pour trois ordres de raisons: la division politique actuelle qui reflète les subdivisions de l'époque colonialiste; la conception classique de l'Etat qui n'est plus à la hauteur du développement économique; et enfin les Africains eux mêmes qui sont unis par une même volonté: rendre leur dignité à tous les peuples du continent. Sur ces bases idéologiques les Africains ont bâti l'Organisation pour l'Unité Africaine, constituée à Addis Abeba en 1963 et la « Banque Africaine de Développement » créée en 1965 par 32 états africains chargée de financer les programmes de développement sur bases régionales. Ce sont là les premiers fils de la trame d'une coopération africaine à grande envergure.

Naturellement, les difficultés sont grandes et l'on craint que, parfois, les forces centrifuges puissent prévaloir sur les forces centripètes. Et dans la formation de l'Etat lui-même on rencontre de graves résistances;

d'ailleurs, comme le disait le Président Senghor lui-même: « Une nation ne se réalise pas en un seul jour; elle se consolide par une maturation intérieure comme le fruit d'un arbre... ». Mais M. Zagari préfère mettre l'accent sur la nécessité de la formation d'un homme africain moderne, c'est à dire sur l'intelligentsia africaine qui, formée par les écoles et Universités africaines, devra résoudre, en pleine indépendance, les problèmes posés par l'administration, par les finances, le commerce, etc. afin d'aboutir à la construction d'une société africaine moderne.

Mais, continue M. Zagari, l'ouverture de l'Afrique est désormais une réalité; ce processus qui est dû aux africains doit évoluer en faveur des africains et selon les modalités choisies par les africains. De là, la nécessité que l'Europe comprenne que la collaboration avec l'Afrique doit se faire en tenant compte de deux prémisses fondamentales: personne ne doit croire pouvoir affronter *bilatéralement* le problème des pays sous-développés; et la collaboration doit être menée sans tentation néocolonialiste. C'est là un *esprit nouveau* duquel naît une *nouvelle technique* qui, partant de la reconnaissance de la liberté des Pays africains, mène à un véritable *partnership* entre l'Europe et l'Afrique.

M. Zagari se réjouit de voir déjà existantes certaines directrices de cette nouvelle technique: une majeure coopération dans la technique et la formation des cadres; l'abandon de certaines mesures préférentielles; la coordination des investissements dans les infrastructures selon des programmes régionaux; la mise en oeuvre de projets concernant les industries de transformation.

L'idée-force est donc la *partnership* Europe-Afrique; pour cela il faut donc que l'Europe elle-même se renforce par l'inclusion, parmi les membres de la CEE, de la Grande Bretagne et des autres nations européennes.

Quels sont les principes et les instruments qui devront servir la nouvelle collaboration?

Il existe encore, nous dit M. Zagari, des situations de monopole basées sur des liens commerciaux préférentiels ainsi qu'une insuffisante conception des aides tendant à stabiliser les bilans des pays sous-développés. Enfin, l'assistance technique est tout à fait insuffisante et empreinte de l'« ethnocentrisme occidental », qui tend à imposer aux africains l'Occident en tant que paramètre du développement des autres civilisations.

Il faut abandonner ces mesures, partielles

et sectorielles qui s'inspirent d'une conception « assistentielle » du développement économique. Il faut, au contraire, avoir une *vision globale* et à long terme, dans tous les secteurs et qui ait comme but une *réelle transformation des structures économiques* des régions sous-développées.

Le second principe demande un plus vaste « *multilatéralisme* » qui constitue, pour les pays sous-développés, la meilleure garantie contre tout possible néo-colonialisme.

Le troisième principe est celui de la *programmation* des aides financières soit de la part des Pays érogateurs soit de la part des Pays bénéficiaires.

Ces principes mènent à une intervention majeure de la part des Organismes financiers internationaux: parmi ceux-ci, d'une importance particulière est le Fonds de Développement (F.E.D.) de la C.E.E. qui a déjà entièrement utilisé les 581 millions de dollars prévus pour les cinq premières années ainsi que 246 des 800 millions prévus pour les cinq autres années. Les buts du F.E.D. furent définis par la Convention de Yaoundé de 1963 et se résument par l'engagement pris de créer des rapports d'association visant à rechercher des solutions globales des problèmes posés par le développement. Cet accord constitue le premier exemple d'une coopération organique institutionnalisée.

Mais la C.E.E. a tenu à sauvegarder son caractère « ouvert » soit en concédant des facilitations douanières pour les produits en provenance de zones géographiques autres que celles des Pays africains associés (S.A.M.A.) soit en prévoyant l'extension de la « protection associative » en Afrique. C'est ainsi qu'un accord d'association a été conclu avec le Nigéria et des premiers pourparlers en ce sens ont eu lieu avec le Kenya, l'Uganda et la Tanzanie.

En conclusion, il résulte que la collaboration de la C.E.E. avec les Pays africains est encore insuffisante et mal coordonnée; l'Europe ne dispose pas des instruments techniques dont elle a besoin pour cette tâche; quant à ses partenaires africains, ils semblent indécis.

Si l'Europe a manifesté clairement l'intention de collaborer multilatéralement à la solution des problèmes africains, néanmoins elle n'a pas encore créé les instruments techniques nécessaires. Ceux-ci ne sauront être formés sans une plus profonde intégration des institutions communautaires existantes. Par conséquent si l'Europe veut tenir ses promesses, en Afrique et ailleurs, il faut que, rapidement, elle sache s'unir.

Alberto della Chiostra

Institutions Européennes

L'UNION FÉDÉRALISTE DES COMMUNAUTÉS ETHNIQUES EUROPÉENNES

Dans la période entre les deux guerres mondiales les communautés ethniques européennes étaient réunies dans les « Congrès des Nationalités ». Les Congrès des Nationalités travaillaient au sein de la Ligue des Nations pour les droits des minorités nationales. La collaboration en ce temps-là dans le cadre de cette Association avait lieu aux Congrès annuels avec des rapports sur la situation des minorités représentées. Siège social était Genève, et l'organe de l'Association, le périodique « Nation und Staat », fut publié par la maison éditrice Braumüller, à Wien. A Wien, aussi fut publié en 1931 le manuel « Die Nationalitäten in den Staaten Europas » édité sous la rédaction du Secrétaire général de l'Association le Dr. Erald Ammende.

Cette collaboration existait — sous de telles difficultés qui sont inévitable parmi de tels groupements très différents — jusqu'en 1938 comme les « Congrès des nationalités » qui furent détruits par le régime de Hitler.

Dans l'année 1949 une nouvelle Association globale des minorités et communautés ethniques européennes fut fondée à Paris. Le premier Président était l'écrivain wallon Charles Plisnier décédé il y a longtemps et le premier Secrétaire général était le Breton Joseph Martray. Cette Association globale est l'Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes (UFCE) et elle a aujourd'hui comme Président l'adhérent de la minorité danoise dans la République Fédérale d'Allemagne, l'inspecteur d'école Svend Johannsen. Le premier Vice-Président est un Sud Tyrolien, et le deuxième Vice-Président un Breton; le Secrétaire général est un Danois.

Ont adhéré à l'UFCE: en Belgique: des représentations de la minorité allemande et de la communauté wallonne. Dans la République Fédérale d'Allemagne: la minorité danoise et des représentations des Frisons du Nord, des Polonais dans la région de la Ruhr, et le Conseil des Allemands des Sudètes. Au Danemark: la minorité allemande. En France: des représentations des Bretons, des Flamands des Basques et des Catalans. En Gran-

de Bretagne: les Gallois et les Cornouailles. En Italie: les Sud-Tyroliens, la communauté française dans la Vallée d'Aoste et les Slovènes. Aux Pays Bas: les Frisons occidentaux, En Autriche: les Slovènes de Carinthie. En Suisse: les Rhéto-Romanches. En Finlande: les Lapons (Samois) et les Suédois finlandais.

La majorité des communautés ethniques ne ne représente que par chacune une organisation toutefois quelques unes sont représentées par plusieurs organisations. Les organisations des communautés ethniques en exil sont aussi membres à pleins droit aux cas où la communauté ethnique en question n'est pas reconnue en tant que telle dans l'ancien pays de domicile, comme par exemple les Allemands des Sudètes qui constituent une communauté en exil, et les Catalans dont l'organisation en exil se charge des intérêts des Catalans en Espagne qui ne sont pas là reconnus comme groupe ethnique.

Des représentations en exil des Basques et des Galiciens en Espagne, des Kossovars en Yougoslavie, et des Allemands de la Yougoslavie sont aussi adhérentes de l'UFCE.

L'UFCE est « un organisme au service des communautés ethniques européennes » et à pour but de « sauvegarder et de développer l'originalité et la culture des communautés ethniques européennes. L'union donne appui à l'oeuvre des Nations Unies et du Conseil de l'Europe en faveur des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales sur la base d'une construction fédéraliste de la communauté européenne assurant aux communautés ethniques l'autonomie locale et leur originalité ».

Avant la deuxième guerre mondiale on parlait de « minorités ». Aujourd'hui nous préférons le terme « communauté ethnique », dont nous avons la définition suivante: « Par communauté ethnique s'entend une communauté qui se fait valoir par des caractères de base telles que langue, culture, traditions propres ou idées (ethnie). Elle ne constitue pas dans son territoire un Etat propre ou a domicile en dehors de l'Etat de sa nationalité (minorité nationale) ».

Les activités de l'U.F.C.E.

Pour résoudre pacifiquement la question des soi-disant minorités Création d'un Droit Européen des « Communautés ethniques ».

Selon ces citations du statut de l'UFCE il n'y a pas, de la part de l'UFCE, d'objection contre une adhésion des communautés ethniques de l'Europe orientale, même s'il n'y en a pas actuellement parmi ses membres.

L'UFCE exerce les activités suivantes:

1) Adresses, plaintes et pétitions aux Gouvernements ou autorités dans les cas où une communauté ethnique demande l'aide de l'UFCE dans une affaire concrète.

2) Elle fait connaître aux Gouvernements et aux institutions et organisations européennes que les problèmes des communautés ethniques doivent, dans l'Europe actuelle, être résolus parce qu'ils pourraient être une menace contre la paix, mais il souligne aussi que la planification et la préparation d'une Europe Unie ne sera possible que si l'on tient compte des communautés ethniques (création d'un Droit Européen des Communautés ethniques).

3) Edition d'un nouveau manuel sur les minorités comme successeur du livre du Dr. Ammende. Collaboration dans le périodique EUROPA ETHNICA (successeur de la « Nation und Staat »). Elaboration de rapports sur la situation des communautés ethniques fondée sur des voyages d'études dans les régions en question.

4) Activités informatives (la presse, les sciences).

5) Des Congrès annuels et les réunions du Comité Central.

L'UFCE est — et continue à être — dans ses activités une mauvaise conscience de la politique européenne. On constate ce fait en plusieurs cas: Comme exemple le Conseil de l'Europe vient de refuser la deuxième fois (en septembre 1966) de donner le statut consultatif à l'UFCE, et le 16e Congrès de l'UFCE qui étaient prévu pour Gorizia, Italie, en juin 1966, fut interdit par le Conseil des Ministres italien. Si l'on parle du refus du statut consultatif par le Conseil de l'Europe, il semble qu'il se fonde sur le fait que le traitement des problèmes des communautés ethniques au Conseil de l'Europe est trop délicat pour les Gouvernements et les hom-

mes politiques. Dans le cas du Congrès interdit il est intéressant de constater qu'on a appliqué un décret legal promulgué en 1935.

Dans de telles circonstances il est naturellement parfois difficile de prouver combien l'UFCE à obtenu pour les communautés ethniques. Il est toutefois un fait que ses activités sont suivies avec respect, et elles ont aussi dans beaucoup de cas mené à des résultats importants.

L'UFCE fait son travail dans des conditions difficiles, politiquement comme financièrement. Elle existe après des activités de 17 ans toujours avec une collaboration étroite de tous ses membres et sans litiges. Que les communautés ethniques ont besoin d'une collaboration se démontre par le fait que la base économique de l'UFCE consiste en cotisations annuelles des organisations adhérentes et quelques subsides des personnalités et des institutions sympathisant pour des raisons purement idéalistes avec le travail de l'UFCE.

— L'UFCE n'est pas directement une représentation des communautés ethniques en exil déplacées après la deuxième guerre mondiale de l'Europe de l'Est. Elle comprend toutefois dans son cadre de travail la défense du principe de la disposition de soi-même, et renvoie à ce propos à l'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations Unies qui garantit le droit de libre circulation. En conséquence de ce principe il est de l'opinion de l'UFCE qu'on doit garantir aux communautés ethniques déplacées le droit de retourner dans leur ancienne terre de domicile au jour de l'adoption d'un traité de paix en Europe. Ce droit n'est pas, selon l'UFCE, expression d'un soi-disant « revanchisme » et n'a pas de connexion avec des revendications de modifications des frontières, puisque dans une Europe intégrée les frontières d'Etat seront ethniquement politiquement sans importance. Ce qui compte est que l'Etat domicile en question respecte à toute heure les communautés ethniques qu'il accueille.

Povl Skadegard
Secrétaire général

Les Anglais de bonne volonté

UN LIVRE COURAGEUX

Des Anglais clairvoyants ont compris depuis longtemps que l'avenir de la Grande Bretagne n'est pas hors d'Europe, ni même à côté de l'Europe, mais en pleine Europe: parmi eux, Sir Edward Beddington Behrens qui a déjà tant fait pour soutenir le Mouvement Européen dans son Pays et qui vient de publier un livre dont nous parlons en détail ci-dessous.

Sir Edward Beddington-Behrens, Président du Mouvement Européen en Grande Bretagne, a publié récemment un livre intitulé «*Is there any choice? Britain must join Europe*» (Penguin Books édit. England) dont l'intérêt a été aussitôt reconnu par le public. Cet ouvrage est en effet l'un des best-sellers de ces derniers mois et fera sans doute davantage pour la cause européenne que bien des rencontres politiques qui échappent à l'opinion et sont incapables de créer le climat favorable qui leur permettrait d'aboutir plus rapidement.

C'est un livre courageux où l'auteur aborde sans préjugés ni réticences les grands thèmes de la politique britannique de ces dernières années et, bien entendu, plus particulièrement la politique étrangère, paralysée par un dilemme hamléitique: faire partie de l'Europe ou n'en pas faire partie.

Ce qui frappe avant tout le lecteur c'est l'audace tranquille avec laquelle l'auteur sait adopter un langage nouveau et qui ne craint pas d'être humble quand il le faut: car la grandeur n'est pas dans les mots — qui pouvaient sonner haut au temps de l'Empire — mais dans les actes qui peuvent demander comme c'est actuellement le cas pour la Grande Bretagne, des renoncements et des sacrifices. Churchill avait dit, en 1936, quand il voulait exhorter son Pays à un renouvellement moral et politique qu'il croyait nécessaire, que personne ne peut servir une grande cause à moins d'y croire profondément. Ce sont des paroles auxquelles Sir Edward Beddington Behrens souscrit entièrement, et c'est pourquoi il cherche à émouvoir l'opinion populaire et à faire de la Grande Bretagne un Pays qui ait foi dans la nécessité de l'unité continentale.

A l'heure actuelle, c'est au sein du Parlement et dans les milieux politiques que

le Mouvement Européen compte le plus d'adhérents en Grande Bretagne. Chose paradoxale, mais sans doute normale dans ce Pays qui, pour s'évader de son habituel conformisme cultive avec amour et humour le paradoxe, ce sont donc les milieux politiques qui sont les plus fervents artisans d'une action opposée à la politique traditionnelle et à la mentalité historico-politique du Royaume-Uni. Le Mouvement Européen Britannique compte aujourd'hui — en grande partie grâce à l'activité intelligente et dynamique de son Président et de ses collaborateurs, plus de 320 parlementaires, englobant laboristes, conservateurs et libéraux indistinctement, et représentant la majorité absolue aux Communes.

L'auteur passe naturellement en revue tous les problèmes actuels de la politique nationale et internationale pour démontrer que la Grande Bretagne n'a d'autre choix que l'Europe. Son analyse est impartiale et comprend un exposé clair et documenté sur le fonctionnement des institutions communautaires, une explication des formes d'institutions vers lesquelles la Grande Bretagne s'oriente le plus volontiers, et un examen des grands thèmes de la politique mondiale à propos desquels l'Angleterre doit jouer un rôle qui sera d'autant plus efficace une fois qu'elle aura été intégrée à l'Europe.

Le fonctionnement intérieur

des trois Communautés

A ce propos Sir Edward Beddington Behrens dissipe un préjugé courant dans son Pays où l'on pense communément que ces organismes sont des mécanismes lourds et impuissants. En premier lieu il démontre qu'en adhérant à la CEE les avantages qu'en tirerait l'industrie britannique seraient innombrables. La production, pour commencer, verrait s'ouvrir un marché de 250 millions de personnes au lieu des 54 millions actuels du marché intérieur, plus les 38 millions des pays de l'EFTA. Une fois achevée l'union douanière des Pays de la CEE (qui se fera dans un avenir prochain)

(Suite en p. 11)

number 1

europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW "BULETIN EUROPEEN"

ROME

JANUARY 1967



ALBANIA

THE CULTURAL REVOLUTION

Albania's little cultural revolution, inaugurated last March, has met with pockets of resistance, particularly among intellectuals. Politburo member Manush Myftiu (Rruga e Partise, September) noted in a detailed report on the Tirana party district that "we cannot say that the directors and the basic (party) organizations at cultural and educational institutions of the city are putting politics on the first plane. This is shown by the fact that these institutions find it very difficult to make the turn toward revolutionary culture and art based on national heritage. These people continue to bow to foreign culture and to the classics while at the same time disparaging revolutionary and national works of art."

Two groups, he said, have not reacted properly to the new revolutionary policies. In one are those who openly oppose the party's demands and accuse the leaders of "denying world culture and being against the great classicists of science, culture and art... They complain that no films are available, that there are no books, and they cry that they have no freedom to do as they wish."

The second group does not openly oppose the new policies, but rather drags its heels in implementing directives and shows a minimum of enthusiasm. Such temporizing is evident in

the "very small number of literary and artistic works being produced, in the long time it is taking to make fundamental changes in the repertoire of opera, plays, variety shows, etc..." This group, too, charges that the party is being parochial toward culture and asks why such a rush. Myftiu further took the opposition to task for arguing that the new revolutionary policy will sacrifice quality in creative work and will limit output.

Not only intellectuals oppose the policy, Myftiu reported, but also some party cadres. He again singled out Dhimiter Zhuvani's *Tunnel* as an unacceptable work and complained that there are others. "Either there are communists who stand on incorrect ideological positions, which would explain why they did not understand the poison in (Zhuvani's) novel, or they have lost their vigilance and have allowed unprincipled deviations because they do not want to disappoint some "comrade" or "friend." These are weak, anti-party attitudes..."

MORE VIGILANCE NEEDED

Citing specific incidents, Myftiu noted that the party had had to close down "the public showing of two classical plays." Worse yet, "many communists in the Higher Institute of Acting and in the People's Theater took a truly negative stand" to this measure and complained loudly that the classics were being suppressed. At the University of Tirana, a law student who had "spread poison against the entire party line" had been expelled, correctly,

but "the same cannot be said for other cases in which comrades very often call for vigilance but do not in practice act according to the party's lessons." Further, during the recent elections, quarrels broke out at the faculties of history and languages at the university. "The situation must change in this important educational center" Myftiu warned; "otherwise, we will be faced with serious problems and will be forced to take measures that will cause us suffering."

Through Albania's cultural revolution is to some extent Chinese-inspired, there have thus far been no reports of heavy-handed reprisals such as those going on in China. In fact, the Albanians have been peculiarly reticent on recent developments in Mao's country, voicing sympathy with his cultural revolution but keeping silent on the Red Guards.

PALACE OF CULTURE FINISHED

Tirana's slow-building Palace of Culture opened on September 16. Like its notorious counterpart in Warsaw it was to have been a gift from the Soviet people, but politics got in the way and the project was dropped five years ago.

The finished palace is said to be even more resplendent than the original plan, and nearly twice as large. An entire floor was added to the twostory Soviet project, bringing the total number of rooms to 240. The building houses a theater with 1,000 seats and a 550-square-meter stage as well as the National Library, a pink marble exhibition hall, a lecture room, a concert room, and a movie theater, a café and a snack bar on the third floor.

INCENTIVES IN AGRICULTURE

Four new measures are designed to raise incentives for peasants and collectives. Peasant income is expected to go up 10 million leks (officially 5 lek=\$1) annually under new fee arrangements whereby the collectives pay machine-tractor stations in cash instead of in kind. In addition state procurement prices will be raised 30 leks per quintal for bread grains and will also go up for meat products, fats and certain types of tobacco.

In order to encourage land reclamation, the state will eliminate compulsory deliveries of bread grains and meat products for any collective or farmer who has opened up new land since 1963—provided it was not done through the overall state reclamation project. Compulsory deliveries of wool will be discontinued entirely as of 1967. During the 1966-1970 period, poorer farms in the mountainous and hilly regions will benefit from a tax cut designed to increase their income by 35 million leks. (Zeri i Popullit.)

Under the draft five-year plan released last July, agricultural growth for 1966-1970 is set at 11.3 percent annually, compared to 6.4 percent for the 1961-1965 period. In a speech to the People's Assembly on September 13, Premier Shehu noted that agricultural production is the primary task of the new plan and pointed out that the projected growth rate for agriculture is higher than for industry.

Primary tasks for agriculture as outlined by Zeri i Popullit on September 4 are fivefold: to meet the nation's demands for bread grains through domestic production; to maintain an adequate flow of other farm products on the domestic market; to supply industry with raw materials; to increase agricultural exports; and to narrow the gap between the urban and rural standards of living. There is currently a "back-to-the-fields" movement going on to lure needed workers from the cities.

According to Chinese sources, the Albanians harvested a bumper wheat crop this year both in terms of total output and per-unit yield. Though no over-all figure was given for the 1966 harvest, the increase above last year ranged from 3.4 centners per hectare in the Lezhe region to 4 in more favored regions. While the centners-per-hectare yield averaged 17.1 on some state farms, it was as high as 30-33 on prime cooperatives and 35 on the Dema experimental plots.

POLICY REVIEW

Premier Mehmet Shehu delivered a wide-ranging policy speech to the People's Assembly on September 13. Its keynote was the need for "high revolutionary consciousness," for strong political conviction and for national self-reliance.

"Efforts must be made to indoctrinate the people ideologically so they will always look mainly at questions from a political aspect," Shehu said, citing a whole list of common political sins:

« Touching or damaging the people's property, cheating the state by falsely claiming overfulfillment of norms or other fraudulent acts, with the aim of obtaining material profit to the detriment of the general interest... working for one's own personal glory or plunging into the morass of careerism, being indifferent in the face of people's errors and of the great problems of the epoch, supporting one's relatives and friends to the detriment of the general interest, seeking the easy life and avoiding difficulties and many similar manifestations are nothing but bad seeds germinating from the influence of bourgeois ideology... » (Radio Tirana, Sept. 13.)

The educational work of the party and state organs must be strengthened, Shehu concluded, as well as the "organizational work of control and of determining personal responsibility" and administrative measures to render the "incorrigible elements harmless."

Shehu once again expressed Albania's gratitude to China for economic aid during the next five years and hailed the Chinese for being "ready for any surprise, even for the final escalation of the global aggressive strategy of American imperialism." But he did not mention China's cultural revolution, and he spent more time attacking the US and the USSR than he did in praising China. However, he strongly endorsed Chinese foreign policy.

Shehu listed North Vietnam, North Korea, Cuba and Romania as communist states with whom fraternal economic and cultural relations are expanding. He cited normal relations with Italy, France and Austria but blamed the Greeks and the Yugoslavs for blocking progress in settling bilateral disputes. Albania's relations with Turkey "are developing well" and they are "being extended and strengthened" with the UAR, Algeria and other Arab nations. Cambodia and Pakistan were also on the list of friendly states.

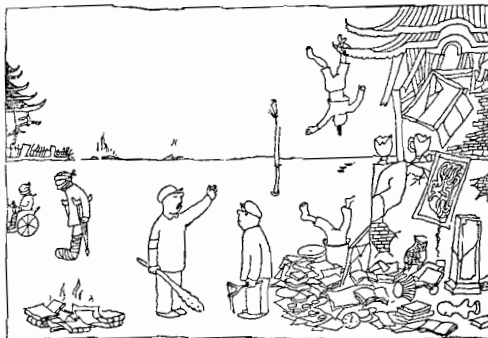
THE PRODUCTIVE ARMY

Just how far the Albanian army has been turned into a self-sustaining partisan-type for-

ce was suggested by figures given in a *Zeri i Popullit* article of August 16, written by the Political Director of the People's Army, Hito Cako. Economic enterprises run by the army produced 250 percent more vegetables in 1965 than in 1961, Cako stated, and will play an even more important role in the economy under the coming five-year plan. "Not only will (the armed forces) produce their entire bread requirements (from potatoes) and their meat and vegetable needs" in the future, but they will also supply the state with "considerable" quantities of milk, grains, fruits and eggs.

By turning headquarters buildings and some military barracks into family housing, the armed forces have provided 350 apartments for families. Various military units have also been building "simple and primitive" housing and other constructions to relieve the national shortage. From 1961 to 1965 the army saved 100 million leks for the country by wearing clothes longer, using training facilities longer, introducing inventory methods in the canteens and mess halls, cutting down purchases of raw materials, reexamining the consumption of fuel, cutting back costs in economic enterprises run by the military, utilizing old spare parts and replacing costly items with cheaper materials.

The reorganization of the armed forces began last winter with the abolition of rank. Since then units have been subjected to intensive ideological and political indoctrination, with the stress on "revolutionary" participation in the life of the country.



Mao Tse-tung's junior supporters: "We're too late. . . . The cultural revolution's already over with here." Politika (Belgrade)

WHY COMECON HAS FAILED

The attempt begun under Khrushchev to integrate the economies of the Soviet bloc has not succeeded. Jaroslav Smilek, writing in the Czechoslovak economic weekly *Hospodarske Noviny* explains why. (Excerpts.)

The coordination of the economic development of the Comecon states has involved three five-year plans, 1956-60, 1961-65, and now 1966-70. . . . Important results have been achieved so far mainly in bilateral negotiations in which the countries concerned have agreed to increase substantially their mutual deliveries of fuels, mineral raw materials, machines, complete plants, and industrial consumer goods. Multilateral coordination in Comecon has been important chiefly in the exchange of information. This has made it possible to pinpoint the problems of economic development that have remained unsolved in bilateral negotiations—several of which cannot be solved through bilateral arrangements and will have to be dealt with in post-1970 development plans...

National differences

The positive results achieved in Comecon are offset by the fact that coordination to date has remained focused on accounting relations and has only indirectly touched upon production (that is, production plans and investment programs) through bilateral negotiations on the drafts of the individual countries' five-year plans. Essentially this means that the Comecon states still confront each other to a large degree as closed economic units. This in turn impedes implementation of one of the basic goals of the international division of labor—that is, the rational distribution of production forces and the optimal utilization of manpower and raw materials within the framework of Comecon...

The Comecon community is characterized by great differences in the economic level of the different states—differences in social labor productivity, the structure of the national economies, the structure of industrial production, and finally living standards. This is illustrated in the following table:

	Social labor productivity (national income per worker, including farmers) in 1963	Personal consump- tion in 1963	Contribution of manufacturing to national income, 1964	Share of machinery production in manufacturing, 1964
Czechoslovakia	100	100	65.7	31.4
East Germany	110-115	104	65.0	35.6
Soviet Union	80-85	67	53.3	26.0
Hungary	75-80	78	63.6	27.5
Poland	65-70	69	52.0	24.6
Bulgaria	60-65	67	46.2	15.5
Romania	50-55	57	47.8	28.2

In the initial period of economic cooperation within Comecon, these differences were no obstacle to developing mutual relations. To the contrary, by delivering industrial machines and equipment, the countries with highly-developed processing industries and limited raw material resources (e.g., Czechoslovakia and East Germany) helped build up industry in the other countries—which paid chiefly with raw materials, agricultural products and food... However, the situation changed radically as industrialization progressed in the economically less-developed Comecon states. In particular the share of ma-

chinery production in overall industrial output rose in the agricultural-industrial states. Living standards in these countries are on the rise, export of food are being gradually curtailed, and raw materials are being processed more and more in new domestic plants. These countries have begun to move increasingly into the international market, offering semi-finished and finished products. They are increasing their efforts to process as many raw materials at home as possible, to limit exports of raw materials and to increase the proportion of machinery in their exports to the other Comecon states. This is apparent from the following:

	Percentage of machines and equipment in total exports to COMECON countries		Percentage of raw materials and food in total imports from COMECON countries	
	1955	1965	1955	1965
Czechoslovakia	51.1	56.3	75.6	59.3
East Germany	53.6	58.6	82.9	78.6
Soviet Union	17.3	18.0	47.7	31.6
Hungary	37.6	42.8	74.6	59.2
Poland	17.4	48.7	50.8	48.0
Bulgaria	2.8	29.9	39.9	45.0
Romania	6.1	24.5	50.5	51.5

The center of gravity in trade among the European socialist states has shifted to products from the processing industries..., particularly to engineering products (i.e., machines and machine tools). This tendency ought to go hand in hand with intensified stress on the international division of labor, especially with regard to specialization and cooperation..

[Yet] difficulties exist because the general technical standards in certain sectors of the processing industries in all the Comecon states lag behind world standards. Industrial states like Czechoslovakia and East Germany have completely adapted their engineering production to the requirements of the other Comecon states (while at the same time, their access to capitalist markets was limited by the west's economic blockade after 1949). Because of the territorial structure of world trade... the socialist countries were not confronted with pressures strong enough to force them to keep up with the technology of the most highly developed capitalist countries. Nor are those countries that have only recently begun producing engineering products sufficiently equipped to produce at a high technical level; they lag behind not only in modern production facilities, but also in the long-term process of recruiting and training skilled labor. Yet at the same time both groups of countries, under pressure to raise productivity have begun to insist on high technical standards in the machines and equipment they import within Comecon.

Thus the present technical level of industry... does not create sufficient scope for an expanding trade based on manufacturing, typical of advanced industrial countries. This in turn creates trends unfavorable to intensified economic cooperation. For one thing, the growth of trade between the socialist states in Comecon has declined from 85 percent in 1950-55 to 71 percent in 1955-60 and to 55 percent in 1960-65.

Because of the high level of consumption of raw and other materials, the socialist states now require more and more supplies from the USSR, which is the only Comecon country that can guarantee the structure of trade needed to spur economic growth in the other countries. [Soviet net imports of machinery and equipment from the other socialist countries jumped from 225 million rubles in 1955 to 975 million in 1965; however, Soviet net exports of raw materials increased even more rapidly, from 256 million to 1.49 billion rubles.]

[The socialist countries] increasingly cover their requirements for technologically advanced machinery and equipment with imports from the advanced capitalist countries. To a large extent they must pay for these imports with exports of raw materials and other materials which are often in short supply within Comecon.

Another complex of problems which inhibits intensified cooperation and coordination of economic development within Comecon is brought on by the different rates at which the indivi-

	Workers in agriculture, 1964	Percentage of total workers engaged in production	Average annual rate of growth investment in industry	
			1955	1960-64
Czechoslovakia	1,289,000	24.0	16.4	3.1
Poland	6,600,000	50.5	7.3	8.2
Bulgaria	1,809,000	52.6	12.1	14.8
Romania	5,710,000	63.9	8.7	15.2

dual countries are using up their resources for extensive development.

Two of these problems are the possibility of raising the proportion of workers in industry by shifting labor from agriculture, and the pace at which new production capacities are constructed. The following chart shows the differences between the Comecon countries in this respect:

* * *

In countries like Czechoslovakia and East Germany, where the resources for extensive growth have been essentially exhausted, the only practical way to expand economically is to increase work productivity... Because of their highly advanced processing industries and their great dependence on foreign trade, increased efficiency in the international division of labor is indispensable to these countries, particularly specialization and cooperation in industry but also other means of expanding the scope of the production forces and of opening up their economies to the influences of the world division of labor.

In countries where economic expansion can still be achieved by using extensive resources, other questions take first place at present. High among their priorities are the more complete utilization of manpower and the creation of job opportunities for workers leaving agriculture. These problems can most easily be solved by expanding the processing industries. Investments in these industries can also bring a quick growth in the standard of living.

The main emphasis is often put on developing the machine industries because this can in a relatively short time provide extensive industrial employment. At the same time, developing the machine industries will also help meet the requirements of capital investment and the needs of the internal domestic market as well as create reserves and bring savings in foreign currency.

Some countries are also trying to come up to the economic standards of their more advanced trading partners by building up an economic complex on a level with the industrially advanced countries. In such cases, questions of costs and productivity take second place. Under the circumstances, these countries are, of course, not very interested in those trends of economic cooperation which reflect an increasing concern for efficiency based on the world-wide division of labor. On the contrary, in order to realize their concept of economic development successfully, these countries are compelled at least temporarily to protect their economies against the pressures of world standards in labor productivity...

It appears that conditions are not yet ripe among the Comecon states for multilateral coordination aimed at directly implementing the

international division of labor, i.e., multilateral coordination of the complex national plans. Coordination of this type would presuppose corrections in the drafts of the national plans with a view to the "rational distribution of the production forces of the Comecon states as a whole." However, at present the countries concerned would probably not agree to such corrections since they might be in conflict with their own ideas and their own solutions for their most pressing problems of internal development. (It must be added that, in accordance with the principles upon which Comecon is founded, every member country is fully sovereign in selecting its solutions.)

A more realistic approach today is to coordinate selected problems of development instead of coordinating the national economic plans. And it seems that bilateral negotiations will prevail for the time being. As far as economic cooperation goes, especially in the processing industries, the possibilities are much greater for an agreement (either on specialization or on investments) between two or three countries than in Comecon as a whole.

Multilateral coordination is most important at present in solving a narrow circle of key problems related to raw material supplies, transport, tariffs, foreign currency, etc. It will increase in importance in direct proportion to the rate at which some of the problems of economic cooperation begin to transcend the possibilities offered by bilateral arrangements, as well as in proportion to the growing necessity of creating a counterweight to trends favoring integration among the advanced capitalist states.

In view of the different levels of interest in the introduction of progressive forms of economic cooperation among the Comecon countries, the principle of national interest will have to be applied to a much greater extent than in the past. This means that important problems of economic cooperation should be discussed among the countries that are specifically interested; we should not insist that each problem be negotiated by all the Comecon countries, including those which are not directly interested. This would make it possible to tackle a number of questions that have so far been "kept on ice" because of differences of opinion among the member countries. Since the solution of the most basic problems in developing the economies of the Comecon states is by nature a longterm proposition, the role of the Comecon secretariat as a coordination center for studying these problems on a long-term basis ought to be further enhanced.

CZECHOSLOVAKIA

DELEGATION TO HANOI

Czechoslovak officials were apparently acting as go-betweens for Hanoi, Peking and Moscow in September over the Vietnamese war. Premier Jozef Lenart left for Hanoi on September 21 at the head of a delegation including ideologist Vladimir Koucky, Minister-Chairman of the State Commission for Technology Frantisek Vlasak, army political indoctrinator Lt. Gen. Vclav Prchlik and other party and government representatives. The delegation made a brief stopover in Moscow on the way and stopped in Nanking, Peking, Irkutsk, Omsk and Moscow on the way back. On the first leg they were welcomed by "the highest Soviet representatives currently in the capital." Radio Prague (September 21) denied that Vietnam had been discussed, claiming that attitudes in Prague and Moscow were "identical and completely unambiguous" and so needed no further qualification.

The North Vietnamese party daily Nhan Dan gave the Czechoslovak delegation a warm welcome, with a front-page editorial proclaiming that "since the US aggressors undertook their destructive war against Vietnam, since they started mass shipments of troops to South Vietnam, the Czechoslovak party, government and people have increased even more their aid to Vietnam." In a September 26 speech to a mass rally in Hanoi, Lenart asserted that Czechoslovakia would make an all-out effort to develop "international solidarity with the Vietnamese people," affirmed his government's support for the North Vietnamese government, denounced "US imperialism" and, in addition, got in a few licks against the "revanchist and militarist policy" of the west German government. (Rude Pravo, September 27.)

The joint Czechoslovak-Vietnamese communiqué published on October 1 denounced US aggression and atrocities and called for "a political offensive which would completely unveil the maneuvers of the American imperialists... in order to isolate them politically and mobilize world public opinion..." The Czechoslovak party and government delegation pledged continued support and once again offered volunteers if asked by the DRV. The two countries also reaffirmed that they did not consider the UN in any way competent on Vietnam and called for a return to the 1954 Geneva agreements. (Rude Pravo, October 2.)

PEKING REPORT

A Czechoslovak television commentator with the group later reported that the reception in Peking was "very, very cool." Jan Chejlava noted that the Chinese followed protocol to a T. but no farther, and added that the Czechoslovaks were not allowed to leave their cars or hotels without permission. He also described busloads of Red Guards in the area and counted "at least one million. We saw Mao Tse-tung quotations on cultural monuments that were smeared over with red... It must be said that this "quotation fad" is at a really high level."

Chejlava further reported that 2,100 Vietnamese are expected to receive professional civilian training in Czechoslovakia and that the Czechoslovaks would supply spare parts and new cars to improve the Vietnamese transport system and air defense. (Radio Prague, Radio Bratislava, October 8.)

NOVOTNY AND ZHIVKOV

ATTACK CHINESE

Czechoslovak President and First Secretary Antonin Novotny and Bulgarian party chief and Premier Todor Zhivkov joined in severely denouncing the Chinese leaders at a September 15 mass rally in Sofia. Both criticized the Chinese for impeding unified communist action in Vietnam. Zhivkov further accused them of conduct that "bordered on treason" toward the "heroic Vietnamese people" in relation to their rejection of Soviet proposals for joint action. "The policy and activities of the Chinese leaders undermine the cohesion and striking force of the anti-imperialist front (and)... serve imperialism and reaction..." he charged.

Similarly Novotny said:

"We are seriously examining the discords caused by the conduct of the leadership of the Communist Party of China and the policy of the PRC government not only in the international communist movement but also in the world peace and anti-imperialist front. It is their fault that united action by the socialist countries against American aggression in Vietnam is being foiled. This condition weakens the international revolutionary movement, weakens the united front of the struggle for peace. The

weakening of the unity of the socialist countries, the retreat from the principles of proletarian internationalism, the anti-Soviet campaign that has been unleashed in Peking and other cities naturally incite the imperialists to far more audacious attacks.

Novotny was equally harsh in his references to the West German government. He condemned West German "militarist circles" and the "revenge-seeking policy" of the Bonn leaders. "This policy," he declared, "is again pursuing the great-power aggressive goals of German imperialism, and is building up step by step the main instrument for achieving these goals—i.e., a strong, modernly equipped and trained army, bolstered by its own nuclear weapons." (Rude Pravo, September 16.)

The joint statement signed by Novotny, Trajkov and Zhivkov at the end of Novotny's visit on September 16 was somewhat milder in tone. The two countries agreed on the need for a European security conference, supported East German proposals for settling the German problem, and were united in their condemnation of "US aggression" in Vietnam. In addition, the statement supported the "just struggle of the Cuban people against US provocations," advocated a world conference on disarmament, and came out in favor of aid to "national liberation struggles" and newly-liberated countries. Czechoslovakia "welcomed" Bulgaria's "consistent policy" of improving the political situation in the Balkans by fostering "neighborly cooperation." (Rude Pravo, September 18.)

GOOD TERMS FOR THE SOVIETS

Czechoslovakia has agreed to provide over four billion korunas (over \$550 million) in credits for the development of the Soviet oil industry in western Siberia. The credits will be extended over the period 1966-74 and will take the form of deliveries of machinery, equipment, pipes and other products needed to exploit Soviet oil deposits. In exchange the USSR will deliver oil over and above the quantities called for in the existing long-term trade agreement. Deliveries will begin in 1975 and amount to five million tons of crude oil annually. This will bring the annual Soviet shipments to about 14.5 million tons, about 20 percent of Czechoslovakia's fuel needs. (Rude Pravo, September 24.)

The agreement was signed in Moscow on September 23 by head of the Czechoslovak Planning Commission Oldrich Cernik and Soviet Gosplan Chairman N. K. Baibakov. In a Tass interview, Baibakov acknowledged that the pact established a precedent for "the solution of problems not only with Czechoslovakia, but with other socialist countries." Radio Prague's Moscow correspondent indicated on September 23 that a similar agreement would probably be signed in the next few months for iron ore. Czechoslovakia is the first bloc country to take positive action in response to Soviet complaints that they are losing money on raw materials sold to the east Europeans.



The Cultural Revolution in China.

Vjesnik (Zagreb)

Un livre courageux



Sir Edward Beddington-Behrens

la Grande Bretagne resterait le seul pays industriel du monde à produire pour un marché de moins de 100 millions d'individus, tous les autres s'étant assurés des marchés intérieurs avec un potentiel d'acheteurs qui redouble pour le moins ce chiffre.

L'avenir du Marché Commun

Sir Edward Beddington Behrens démontre toutefois que l'avenir du Marché Commun exige bien davantage qu'une Europe emplifiée: il faudra alors s'orienter vers les Pays d'Afrique pour agrandir les débouchés. Or ceux-ci sont des Pays sous-développés qui ont besoin d'aide et assistance technique et, surtout, d'assistance sociale.

Les questions sociales

L'opinion courante, en Angleterre, est convaincue que le « Welfare State » est

un phénomène unique qui pourrait être compromis par l'adhésion à la Communauté Européenne. L'auteur signale qu'il conviendrait de mieux informer le public anglais sur les progrès accomplis également à ce point de vue dans la plupart des Pays d'Europe.

La coopération technologique

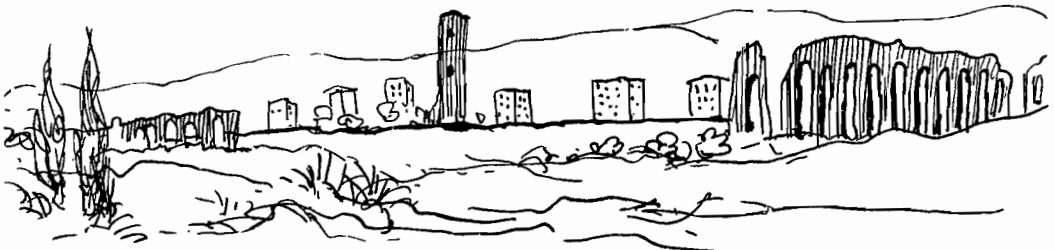
C'est là un domaine où la Grande Bretagne aurait beaucoup à offrir à l'Europe, en particulier dans les secteurs de l'automatisation, de la recherche spatiale, des télécommunications, des sources d'énergie.

Un obstacle: l'agriculture

Comme elle le fut déjà pour les Six, l'agriculture est le domaine où l'accord semble le plus difficile. Mais l'auteur signale que tout en reconnaissant la profonde diversité des systèmes, les Pays d'Europe pourraient utilement envisager l'adoption de la méthode britannique consistant à valoriser les industries agricoles avec des subsides annuels pour maintenir le niveau des prix assez bas et pratiquer une politique de péréquation sociale.

Les profonds changements de l'opinion britannique

Ce qui est en tout cas parfaitement clair, c'est qu'un changement profond de l'opinion s'est produit en Grande Bretagne. Cercles d'études européennes dans les Universités, congrès, tables rondes, initiatives de tout genre sont la preuve évidente de cette évolution européiste qui permet d'espérer que la Grande Bretagne veut définitivement sortir du "grand isolement" de l'Empire.



Les travaux du Conseil de l'Europe

LA XVIII^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE

A propos de l'Angleterre

Au cours de sa dernière session, l'Assemblée Consultative a discuté amplement de la situation britannique vis à vis de l'Europe. Voici, à ce propos, des extraits de l'intéressant rapport de M. Kershaw

1) *Relations entre la C.E.E. et l'A.E.L.E. et adhésion britannique à la C.E.E.*

Bien que l'on ne puisse parler utilement d'une Europe économiquement unie qui ne comprendrait pas la Grande-Bretagne, l'absence persistante de dialogue entre l'A.E.L.E. et la C.E.E. fait que d'autres pays chercheront probablement à adhérer à la C.E.E. à titre individuel sans attendre que la Grande-Bretagne soit la première à la faire. M. Kershaw craint, toutefois, que la prolongation de la division économique n'amène les pays exclus de la C.E.E. à se tourner vers les Etats-Unis comme étant le centre de gravité du monde occidental. Il rappelle que l'élargissement de la C.E.E. exige un vote unanime et que même si la Grande-Bretagne acceptait le Traité de Rome sans arrangements transitoires, tout membre actuel de la Communauté des Six pourrait s'opposer à son entrée parce qu'à son avis la Grande-Bretagne est « de tendance trop atlantique », « trop pauvre », « trop insulaire » ou « trop n'importe quoi d'autre » qui puisse servir d'argument.

L'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E. est de l'intérêt incontestable des deux parties et appelle des sacrifices réels de part et d'autre. Par le passé, le Royaume-Uni avait atermoyé mais ceci ne devrait pas être prétexte à exiger qu'il fasse un geste, tel que la répudiation de ses accords avec la Nouvelle-Zélande, pour prouver qu'il accepte définitivement l'idée d'appartenir enfin à une famille exclusivement européenne.

M. Kershaw fait remarquer que les incidences pour les Six, en cas d'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E., de l'utilisation de la livre comme monnaie de réserve n'ont pas été suffisamment étudiées lors des négociations de 1961-62. Il importe, estime-t-il, que la Grande-Bretagne retrouve sa propre

santé économique avant de négocier son entrée au Marché commun.

2) *Incidences internationales de la crise de la balance des paiements britanniques*

On prétend souvent que la Grande-Bretagne serait en meilleure posture si la livre n'était plus une monnaie de réserve, mais M. Kershaw se demande comment on peut cesser d'être banquier. La sterling qui se trouve entre les mains des commerçants d'outremer représente une créance sur des marchandises et services britanniques ou sur les réserves d'or et de devises de la Grande-Bretagne. Remplacer la livre comme grande monnaie de réserve équivaldrait à offrir aux détenteurs d'outre-mer l'équivalent, dans une autre monnaie des avoirs qu'ils possèdent. Les ressources britanniques actuelles étant toutefois absolument insuffisantes, la mise en oeuvre d'un tel projet nécessiterait soit des prêts à long terme à la Grande-Bretagne de montants suffisants de devises, soit une offre d'un consortium de pays de convertir les avoirs en livres détenus par des résidents non britanniques en d'autres devises ou en une nouvelle unité de change — vraisemblablement contre un engagement du Royaume-Uni de rembourser ultérieurement à ces pays les dettes qu'ils endosseraient. L'une et l'autre de ces formules équivaldraient à consentir au Royaume-Uni un prêt massif à long terme d'un montant beaucoup plus considérable que les prêts actuels à court terme. Aucune proposition de ce genre n'a jusqu'ici été présentée par les gouvernements principalement intéressés; c'est pourquoi il est sans fondement d'accuser la Grande-Bretagne de chercher à conserver à la livre un rôle de réserve uniquement pour son prestige.

M. Kershaw fait valoir des arguments majeurs contre la dévaluation de la livre. L'aide

Le Programme Economique Européen 1966-1970

Nous empruntons à l'article de M. Jacques Fayette publié dans la revue EU 16 n. 9 quelques informations concernant le plan économique de politique à moyen terme prévu pour la période 1966-70 et adopté le 29 avril dernier par le Conseil des Ministres d'Europe après avoir été examiné par le Parlement Européen.

Les plans pratiqués dans les pays socialistes sont prévus en général pour 5 ans et déterminent toute la vie économique du Pays. Mais depuis que les pays socialistes ont vu s'élever leur niveau de vie, les plans ont dû affronter des difficultés croissantes. Leur rigidité s'accommode mal des progrès scientifiques et techniques et l'importance croissante des biens de consommation et leur différenciation exigent plus de souplesse.

Dans nos économies développées occidentales, les décisions d'investissement qu'elles soient privées (construction d'usines nouvelles mise au point de produits nouveaux etc...) ou qu'elles soient publiques (construction de voies de communication, urbanisme, équipements sociaux...) entraînent des dépenses de plus en plus importantes et donc rendent les erreurs de plus en plus graves. Il faut par conséquent réduire l'incertitude dans la vie économique.

Aussi, en Occident a-t-on adopté le plan indicatif qui n'a pas grand chose à voir avec le plan socialiste. Il n'est pas élaboré par des techniciens et des calculateurs électroniques:

c'est une expression de la volonté des citoyens en tant que producteurs et consommateurs, volonté confrontée avec les possibilités nationales ou pluri-nationales quand il s'agit de communautés.

La souplesse de ce plan fait qu'il n'est pas toujours conforme au déroulement de l'activité économique réelle d'où la révision annuelle. Dans cette conception le plan agit sur l'économie par les objectifs qu'il indique et l'économie rétroagit sur le plan en provoquant une révision des objectifs primitivement fixés. Cette conception cybernétique de la planification s'applique également dans les économies socialistes et c'est d'ailleurs dans ces pays que l'on trouve le plus de travaux sur la cybernétique et l'économie.

Le Traité de Rome reprend dans son article deux, le fameux triangle magique de toutes les politiques économiques postérieures à la seconde guerre mondiale, influencées par l'économiste anglais Lord Keynes; les trois points de ce triangle sont: croissance maximum dans la stabilité des prix; plein emploi; équilibre de la balance des paiements.

(Suite de la p. 12)

massive des banques centrales prouve que d'autres pays sont convaincus que toute dévaluation plongerait le monde libre et son commerce dans d'énormes difficultés. M. Kershaw, par ailleurs, fait remarquer que l'importation de denrées alimentaires plus coûteuses, à la suite du ralliement de la Grande-Bretagne à la politique agricole de la C.E.E., imposerait un fardeau supplémentaire à la balance des paiements britanniques. Il ne faut pas voir là un obstacle absolu à une prochaine adhésion du Royaume-Uni au Marché commun, mais on aurait tort de prétendre que le problème n'existe pas.

3) Les négociations Kennedy

M. Kershaw examine les progrès réalisés jusqu'à présent dans les négociations Kennedy et considère que le succès ne peut être assuré que si tous les participants consen-

tent un effort maximum pour rattraper le temps perdu. Il ajoute que ses récents entretiens avec des fonctionnaires américains à Washington l'ont convaincu qu'il n'y a guère de chances que le Congrès des Etats-Unis recule la date-limite de juillet 1967, si, à ce moment-là, un accord n'est pas intervenu sur le «package deal» et s'il n'existe pas une perspective réelle de voir régler à très bref délai les détails techniques d'ordre administratif et juridique des négociations.

M. Kershaw déclare que tout gouvernement qui dorénavant, aura recours à des procédés dilatoires dans les négociations Kennedy assumera une grande responsabilité pour leur échec.

A cet égard, le projet de recommandation de la Communauté Economique demande aux gouvernements des Etats membres de contribuer à accélérer les négociations Kennedy.

Il appartenait à la Commission soucieuse de l'intérêt communautaire, de définir une politique à moyen terme susceptible d'être acceptée politiquement par les Etats membres. C'est ce qui fit le vice-Président Marjolin dans un exposé à Arcachon en mai 1962, à propos de la politique agricole, dans lequel il montrait que cette politique ne pouvait constituer qu'un élément de une politique économique globale. Ces propos du pr. Marjolin furent repris dans le « Programme d'action de la Communauté pendant la deuxième étape » en octobre, et le problème lui-même fut étudié en novembre par un colloque tenu à Rome. Dans ce colloque le Vice-Président Marjolin exposait les raisons d'une programmation européenne. Il y a tout d'abord le problème de la croissance harmonisée des divers pays membres, l'évolution de chacun des pays ne doit pas être trop dissemblable, ce qui entraînerait des perturbations dans les échanges entre pays. Il y a ensuite le problème du développement régional, il ne faut pas que les régions riches le deviennent de plus en plus et que les régions pauvres aient une

croissance nulle, voire connaissent un déclin; à mesure que progressent les échanges, les régions purement nationales prennent un caractère européen et il faut coordonner la politique de chaque pays dans ce domaine essentiel. Il y a également le problème d'une politique fiscale des revenus inséparable d'une politique fiscale si l'on veut dégager l'épargne nécessaire pour investir.

A ces trois points essentiels fut ajoutée, à la demande du gouvernement français, une coordination des politiques de recherche scientifique et technique nationales. Ce dernier point prendra sans doute une importance croissante en égard au retard considérable de l'Europe vis à vis des Etats-Unis et de l'Union Soviétique, retard qui se traduit à la fois par une détérioration sans cesse plus alarmante de la balance des brevets et licences de fabrication et par un exode de chercheurs et de techniciens vers les Etats-Unis, exode qui a particulièrement frappé les Pays-Bas, l'Allemagne et le Royaume-Uni mais qui depuis quelques années frappe la France, la Belgique et l'Italie.

La croissance communautaire de 1966 à 1970

L'élaboration d'un programme européen représente un travail considérable, d'une part du fait des différentes conceptions nationales du problème et d'autre part du fait de la multiplicité des organismes par lesquels les propositions doivent passer avant de devenir des décisions. Les premiers travaux ont commencé dès le 15 avril 1964, date à laquelle le Conseil des Ministres a adopté les propositions de la Commission sur l'opportunité d'un programme européen.

Bien entendu un tel programme européen ne peut pas s'appliquer à définir des politiques in abstracto, il doit tenir compte des faits présents et des prévisions, il doit s'appuyer sur des projections quantitatives qui ne constituent nullement des objectifs à atteindre mais les résultats les plus probables de l'activité économique. Nous verrons tout d'abord les projections quantitatives puis les politiques économiques.

Les projections quantitatives

Le projections quantitatives représentent les perspectives de développement économiques dans les pays de la CEE pour la période

de 1966-1970, c'est à dire la période qui verra la fin de la dernière prévue par le Traité de Rome. Il est évident que de telles projections ne sont pas indépendantes totalement des politiques qui seront suivies par les gouvernements, notamment en matière de dépenses publiques (enseignement, défense...) et en matière fiscale ou de sécurité sociale. Certains pays développent des budgets pluri-annuels, d'autres ne l'ont pas encore fait. Les projections sont donc soumises à un certain aléa et c'est pourquoi chaque évaluation de l'action des agents économiques est assortie d'un certain cadre politique.

Il y a deux types de projections: les projections nationales et les projections communautaires. Les projections nationales sont établies par chaque pays séparément tout en tenant compte, bien entendu, du développement ultérieur de l'intégration économique. Les problèmes qui se posent sont multiples, notamment en matière de prix, car il est indispensable de raisonner en unités monétaires à valeur constante.

Un domaine où les projections sont réputées le moins difficiles est le domaine démographique ou les tendances ne se modifient qu'à long terme. Une étude particulièrement intéressante est celle de l'évolution des populations actives dans chaque pays. Cette évolution dépend non seulement

de la pyramide des âges et de la répartition par sexe de la population mais également des politiques suivies en matière de scolarité obligatoire, d'âge de la retraite, de promotion du travail à mi-temps, etc...

Au total on constate que le rythme de la croissance communautaire va considérablement se ralentir dans les années à venir, et ceci est particulièrement vrai pour l'Allemagne; la croissance économique elle-même, sera moins rapide et devra compter surtout sur les progrès de la productivité. Au niveau de la CEE cette population active va se répartir différemment, la population rurale va diminuer (mais moins rapidement qu'en 1960-1965) de 3,1% par an, la population employée dans l'industrie va augmenter au taux de 0,90% et celle employée dans les services de 1,3%. La tendance selon laquelle la population active quitte de plus en plus l'agriculture pour aller vers l'industrie et les services va donc se ralentir.

Taux de croissance du produit national (en volume per an)

La croissance du produit intérieur brut par pays va se dérouler selon les taux annuels ci-dessous.

Pays	55-60	60-65	65-70
	en %	en %	en %
Allemagne	6,6	5,1	3,5
France	4,7	4,8	4,8
Italie	5,9	5,1	5
Pays-Bas	4,2	4,7	4,6
Belgique	2,7	3,5	4,1
Luxembourg	3	2,9	
Moyenne CEE	5,4	4,9	3,2

On constate donc un ralentissement certain de la croissance économique pour la plupart des pays, ralentissement provenant des pénuries de main d'oeuvre et non d'une baisse de la consommation publique ou privée.

Les politiques économiques

Les politiques économiques qui peuvent dériver de telles projections, et en même temps les rendre possible, portent sur plusieurs domaines. Pour l'emploi il faut assurer une grande mobilité de la main d'oeuvre afin qu'elle puisse être affectée là où elle est le plus nécessaire, à la fois sectoriellement et géographiquement. S'il n'est pas possible d'augmenter notablement la population active (en reculant l'âge de la retraite, par exemple), il ne faudra pas prendre des mesures en sens inverse comme la diminution de la durée du travail. Il y aura donc certaines tensions sur le marché du travail, tensions qui risquent d'entraîner une hausse des prix. Pour les éviter il convient donc d'affaiblir la consommation privée en favorisant l'épargne et en augmentant la fiscalité afin de fournir aux états-membres les ressources nécessaires pour effectuer les très importants investissements sociaux, et également permettre aux entreprises de financer les investissements permettant d'accroître la productivité et de réaliser un effort de recherche scientifique et technique. La consommation privée devrait donc croître moins rapidement que le revenu national.

L'essentiel de ces politiques présentées par le Comité a été adopté par la Commission laquelle a fait toutefois certains amendements. Elle insiste, en particulier, sur les problèmes de reconversion qui vont se poser pour certains secteurs et sur les problèmes régionaux. La libération complète des échanges qui va avoir lieu au début de la troisième étape, la mise en oeuvre d'une politique de libre circulation des facteurs de production (main d'oeuvre, liberté d'établissement, capitaux) vont sans doute provoquer une accélération des reconversions et certaines perturbations dans les régions frontalières; il importe d'agir au niveau communautaire si l'on veut éviter un écart croissant entre les secteurs et entre les régions qui appartiennent à un même espace économique mais dépendent de centres de décision politique différents.

Ce projet transmis au Conseil des Ministres puis examiné par le Parlement européen et le Conseil économique et social a été adopté par le Conseil des Ministres et est devenu, depuis le 29 avril 1966, le « Programme de Politique économique à moyen terme ».

QUELQUES ARTICLES PUBLIES PAR LE BULLETIN EUROPEEN EN 1966

Auteurs	Titres	Numéro
Tudor ACOLAN	Le « complot » de Budapest	2
	James Burnham et « Le suicide de l'Occident »	3/4
	Antonescu - Vingt ans après	6
Robert ARON	Europe et avenir scientifique	10
	La recherche spatiale en France	8/9
C. D.	Mr. Johnson n'oubliez pas Yalta!	1
J. C. D.	Toute l'Europe par tous les Européens	10
Giorgio Del VECCHIO	Droit et politique internationale (I)	5
	Droit et politique internationale (II)	6
	Pour la paix du monde	11
Constantin DRAGAN	Europe, Romanité, Hispanité, « Roumanité » - Congrès de Salamanque - Octobre 1966	12
EUROPEUS	L'Europe a besoin de de Gaulle	3/4
A. P. G.	L'Europe industrielle est née	2
An. GINI	Le chemin de Moscou	1
	Europe convalescente	2
	A propos de grandeur	6
Jacques HEBRARD	Exportation, clé de la richesse d'un Etat moderne	6
Jerzy JANKOWSKI	La Pologne devant le problème américain	11
Georges MAREY	L'OTAN et la France	5
H. R.	La conspiration du silence	2
	L'inadmissible bonne foi	3/4
	Le mal américain	11
Horia ROMAN	Les rats de l'Europe	1
	Les dernières vacances	7
Dennis WALWIN-JONES	Un parlement à majorité européenne	10

A travers l'Europe et le monde

minimum

Dangers imaginaires

Nous avons écrit dans les colonnes du « Bulletin Européen », il y a seize ans, que le problème de la réunification allemande était la condition sine qua non de l'unification européenne. Bien entendu, même à cette époque nous n'étions pas les seuls à le penser. Mais alors, au début de 1950, si cette idée était bien claire dans l'esprit de beaucoup d'hommes politiques, tous n'avaient pas envie de le dire explicitement par écrit. Trop proche était le souvenir de Buchenwald et de Dachau, trop douloureuses encore les plaies de la dernière guerre. On pensait que l'Allemagne était celle d'Hitler et de Himmler, on avait oublié qu'elle était aussi celle de Beehtoven et de Kant.

En outre, tout de suite après la guerre le monde politique était en partie guidé (comme il l'est encore hélas aujourd'hui bien que plus sournoisement) par ceux que James Burnham appelle les « egg-heads », les « prophètes de la renonciation », connus aux Etats-Unis sous le nom de « libéraux », en Europe sous le nom de « radicaux », termes vagues et commodes qui impliquent une admiration aveugle pour tout ce qui va à l'encontre des règles traditionnelles qui régissent la vie des peuples civilisés: l'indépendance et la liberté, la non ingérence des puissances étrangères sur le sol national.

Mais les années passent. Ces dernières vingt années ont apporté sous forme de mémoires, livres d'histoire et de souvenirs tous les fragments (et combien!) qui manquaient à la grande mosaïque de l'histoire de la seconde guerre.

Aujourd'hui on ne sait qui s'est trompé le plus lourdement: de qui a déclaré la guerre à Staline, ou de ceux qui, *pour se sauver lui ont tendu la main en lui faisant don non de leur propre sang, mais de terres et de peuples sur lesquels ils n'avaient aucun droit.*



M. Kurt Kiesinger

Citons un exemple, en prenant pour base une des nombreuses révélations de la documentation historique d'après-guerre. Il est mathématiquement certain que les 15.000 officiers polonais assassinés dans la forêt de Katyn, ont été massacrés sur l'ordre de Staline. Tandis que les nouvelles générations allemandes paient les erreurs de leurs pères et font tout le possible pour oublier et flétrir un passé dont elles ne sont pas responsables reniant le nazisme et indemnisant en dollars-or les familles, pour autant que nous sachions, pas un seul rouble, d'or ou de cuivre, n'a été payé par les successeurs de Staline, à un seul membre des 15.000 familles des officiers

polonais De même qu'à notre connaissance, pas un seul des camps de concentration de l'URSS n'a été aboli (il en existe encore actuellement 415).

Hitler coupable? Sans doute. Mais Hitler et le nazisme sont bien morts. Ce qui est encore plus vivant que jamais, c'est un autre nazisme le nazi-communisme de Moscou également agressif, également menaçant pour la paix du monde. Aucun des radicaux de chez nous, intellectualoïdes qui infestent les télévisions européennes de ces programmes qui chatouillent la sensiblerie facile des foules, n'a levé la voix pour dénoncer publiquement le péril de la fausse démagogie communiste. Et quand, il y a deux mois, en Bavière, sur 90% de votes démocratiques, on a enregistré 7% de votes nationalistes, alors ils ont lancé le cri d'alarme: « Hitler à nos portes! ».



Billevesées! A nos « portes » aujourd'hui, il n'y a pas Hitler, mais l'ombre de Staline qui récemment a été réporté, par Brejnev, à la place d'honneur de jadis. Il faut aller chercher les assassins dans leur repaire, non dans les maisons de leurs victimes.

A cet égard, nous citerons ce que Nino Badano écrit avec tant de sagacité dans son journal « Il Giornale d'Italia », au lendemain des

élections bavaroises. Dans la situation politique allemande on note une orientation « *qui met au premier rang la réunification sous le signe de la liberté... On ne peut demander à aucun peuple de reconnaître pour sacrées et définitives les frontières punitives marquées par les armes et qui laissent au vainqueur une proie qui ne lui appartient pas. Ce problème n'intéresse pas la seule Allemagne, mais l'Europe tout entière* », c'est-à-dire nous tous!

Nous ajouterons que ces mêmes « frontières punitives » dont parle Nino Badano sont aussi celles de la Pologne, de la Roumanie et de tous les peuples de l'Europe de l'Est victimes, à Moscou et à Jalta, de l'incompréhension et de l'égoïsme britannique.

En réalité, rien de nouveau à l'horizon politique: le combat continue, mais le danger ne vient pas d'Allemagne où le nazisme est mort en même temps que le cerveau malade qui l'avait conçu, mais de Moscou où le communisme est plus vivant que jamais. Il est clair, pour qui sait — et veut — voir, que l'actuelle situation européenne n'est qu'un arrangement provisoire, un armistice de longue durée; la paix vraie doit encore venir et ne sera que le jour où l'impérialisme russe rentrera dans ses frontières en abandonnant ses proies européennes jusqu'au 30ème méridien et en se retirant des territoires chinois ou autres!

Européens à Baden Baden

Le 16^e congrès de la section allemande du Mouvement européen, qui s'est tenu à Baden-Baden, a permis à de nombreuses personnalités politiques de prendre la parole et d'exposer leur point de vue sur l'évolution de l'Europe. Pour l'ancien Premier ministre Belge, M. Paul-Henri

Spaak, l'esprit européen ne se serait pas développé mais aurait, au contraire, reculé. Dans son allocution, M. Spaak s'est déclaré partisan d'un renouvellement de l'Alliance atlantique et a lancé un appel aux pays d'Europe occidentale pour qu'ils demeurent fidèles à l'idée d'une Europe unie que seule la cohésion peut rendre possible.

L'Alliance atlantique et une Europe unie vont de pair, a affirmé M. Spaak. Le Marché commun ne devrait pas constituer une fin en soi, mais représenter une étape sur le chemin qui mène à l'unité européenne. M. Spaak a préconisé, pour coiffer l'Europe économique, une autorité supranationale. Il ne suffit plus aujourd'hui, a-t-il dit, de résoudre uniquement les problèmes économiques. Toutes les questions européennes doivent être accordées entre elles, alors seulement l'Europe pourra se poser à côté des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. en tant que partenaire égal en droits.

M. Hans von der Græben, membre de la Commission du Marché commun, s'est déclaré quant à lui en faveur de relations économiques plus étroites entre la C.E.E. et les pays de l'Est. Une politique commerciale commune de la CEE avec l'Est n'entraverait pas, selon lui, la réunification de l'Allemagne avec la zone d'occupation soviétique. Il souligne que l'intégration européenne ne constituait pas un obstacle mais la condition préalable à une politique commerciale fructueuse avec l'Est.

Le président du comité exécutif du Centre d'action, européenne fédéraliste, M. André Voisin, parla en faveur d'efforts accrus pour la réconciliation entre la France et l'Allemagne, qui ne serait couronnée de succès qu'à condition d'être pratiquée dans l'esprit d'une Europe unie.

Le vice-président du Conseil de l'Europe, le Dr Hans Furler, député chrétien-démocrate, préconisa le renforcement du Parlement européen par une extension des pouvoirs. Au cours de la session, les membres du congrès reconduisirent le baron Friedrich Carl von Oppenheim dans ses fonctions de président de la section allemande du Mouvement européen.

Le poète européiste



En 1841, Victor Hugo déclarait dans un de ses écrits politiques « Le Rhin », qu'il ne restait plus sur pied, en Europe, que deux nations: la France et l'Allemagne. La France et l'Allemagne — disait-il — sont essentiellement européennes. Et dans ce style antithétique qu'il affectionnait, le poète précisait: « L'Allemagne est le cœur, la France est la tête ». Il ajoutait que l'Allemagne et la France avaient été les éléments déterminants de la civilisation, l'Allemagne ayant le sentiment, la France la pensée, c'est-à-dire ce qui fait l'homme civilisé. Plus loin il disait encore: « Les Allemands ont la liberté du rêve, nous avons au contraire la liberté de la pensée ».

Le poète concluait: « L'union de l'Allemagne et de la France serait un frein pour l'Angleterre et la Russie, le salut de l'Europe, la paix dans le monde ».

Et plus visionnaire que ja-

mais: « La vieille Europe est aujourd'hui à demi détruite et entamée de tous côtés par des brèches profondes. Au XIXe siècle l'Europe doit résister à la Russie et à l'Angleterre ».

Un plan hurluberlu

On sait ce que fut, durant la dernière guerre, le « Plan Morgenthau »: il s'agissait de transformer l'Allemagne de pays industriel en pays agricole. Ce plan hurluberlu qui prétendait métamorphoser les blonds et hardis Germains en pacifiques laboureurs, fut aussitôt accueilli avec enthousiasme par Winston Churchill. C'est du moins ce que nous dit lord Moran, le médecin personnel de Sir Winston qui a publié dans un livre qui a fait sensation les mémoires relatifs à la période 1940-1965 durant laquelle il l'assista. Voilà, entre autres anecdotes, ce que nous relevons à la date du 12 septembre 1944.

« ...Roosevelt se rendit tout de suite compte du fait qu'en signant le document Morgenthau il avait accompli un acte stupide et inexplicable qui aurait pu avoir des conséquences incalculables. Et il ne cacha pas qu'il regrettait ce qui était arrivé. Winston, de son côté, ne paraissait pas se repentir. A Moscou, en tout cas, fut entamée une discussion sur l'avenir du plan, quinze jours après que le Président l'eût jeté au panier. Il est clair que pour Winston, il avait encore une valeur pratique ».

Bien des historiens ont écrit qu'à Jalta la grande responsabilité d'avoir divisé l'Europe et fait dresser le rideau de fer, était imputable à Roosevelt. Mais les faits et les mémoires des familiers de Winston Churchill démentent cette affirmation.

Trains trans-européens

« Elvetia » et « Blauer Enzian » possèdent maintenant des cabines téléphoniques d'où n'importe quelle liaison téléphonique avec le réseau public peut être établie. Au total, 16 trains rapides circulant sur le réseau ferroviaire de la République fédérale d'Allemagne possèdent maintenant cette liaison téléphonique.

Art et culture d'Europe



«LE FAUNE», Dessin par Alberto Riccio

A la Galerie du Palais des Expositions, à Rome, s'est

tenue cet automne une Exposition du peintre Alberto Riccio, artiste romain bien connu dans les milieux culturels de la capitale italienne non seulement pour son oeuvre de peintre et dessinateur, mais aussi pour ses patientes recherches de bibliophile, amateur de raretés. Un critique a dit fort justement à propos de cette dernière exposition: « ...il est évident qu'Alberto Riccio recherche une forme expressive qui, surtout dans les dessins, s'inspire de motifs archaïques et en particulier de la sculpture de Zadkine, qui, on le sait, se ressent de la poétique de Brancusi et se tourne vers les expériences cubistes.

...Une autre source de Riccio est Henry Moore qui a écrit que *la pierre prend vie à travers les figures*. Les précédents se retrouvent dans l'art pré-colombien qui révèle en profondeur les vides et les pleins... ».

Mais là ne s'arrêtent pas les rapprochements que l'on peut faire entre l'oeuvre de Riccio et les courants multiples de l'art moderne européen.

bulletin européen

Rédacteur politique: MORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVVANT GINI
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROMA
Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie Lires 2.000 | Etranger Dollars 3,—
ABONNEMENT D'HONNEUR 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME
R O M E

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Roul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERTFELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINT-LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TRMPONT, Georges USCATESCU, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.